

**PROCÉDURE ADAPTÉE AVEC PUBLICITÉ**  
**Marché de travaux**

**Réfection de 12 châssis de toit sur jardin  
au Musée des Arts décoratifs**



---

**RÉGLEMENT DE CONSULTATION**



**Les Arts décoratifs**

107 rue de Rivoli  
75001 Paris

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**  
**Mardi 12 décembre 2022 à 11h30**

## **Sommaire**

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR .....	2
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ .....	3
3.1 Type de passation .....	3
3.2 Type de Marché .....	3
Le présent Marché est un Marché privé de travaux relevant du Code de la Commande Publique.....	3
3.3 Allotissement du Marché .....	3
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
ARTICLE 5. DURÉE CONTRACTUELLE .....	4
5.1 Durée du Marché .....	4
5.2 Durée de réalisation .....	4
ARTICLE 6. VARIANTES ET OPTIONS .....	4
ARTICLE 7. CONDITION DE LA CONSULTATION .....	4
7.1 Dossier de consultation .....	4
7.2 Questions soumises au Pouvoir adjudicateur .....	5
7.3 Demande de complément .....	5
7.4 Sous-traitance .....	5
7.5 Les groupements d'opérateurs économiques .....	5
7.6 Visite .....	6
ARTICLE 8. PROCÉDURE .....	6
8.1 Procédure de réception des plis .....	6
8.2 Durée de validité des offres .....	6
8.3 Présentation des candidatures et des offres .....	6
ARTICLE 9. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	8
9.1 Sélection des Candidatures .....	8
9.2 Jugement des offres .....	9
ARTICLE 10 – Négociation .....	10
ARTICLE 11. CONDITION D'ATTRIBUTION .....	11
11.1 Attribution provisoire.....	11
11.2 Suite à donner à la consultation .....	11
ARTICLE 12. PROCÉDURE DE RECOURS.....	11

## **ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR**

Pouvoir adjudicateur : Les Arts Décoratifs

Association de 1901 reconnue d'utilité publique  
107 Rue Rivoli, 75001 Paris  
RCS Paris : 788 105 245  
Représentée par sa Directrice Générale, Madame Sylvie Corréard.  
Ci-après désigné « *le Pouvoir adjudicateur* » ou « *le Maître d'Ouvrage* ».

## **ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ**

Le présent Marché a pour objet la réfection de 12 châssis de toit aux niveaux 5 et 6 sur jardin du Musée des Arts Décoratifs au 107 rue Rivoli, 75001 Paris.

## **ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ**

### **3.1 Type de passation**

Le Marché est passé en mode « procédure adaptée avec mise en concurrence et sans publicité » en application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique, il est publié sur le site internet du MAD <https://madparis.fr/Appel-s-d-offre>

### **3.2 Type de Marché**

Le présent Marché est un Marché privé de travaux relevant du Code de la Commande Publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) complète, précise et déroge à certaines dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux travaux de bâtiment passés suivant la Norme AFNOR P 03.001 dans sa dernière version du 20 octobre 2017 (*ci-après désigné CCAG*).

### **3.3 Allotissement du Marché**

Le Marché objet de la présente consultation constitue un Lot unique :

- Travaux de menuiserie extérieures et de reprise en couverture  
Code CPV : 45421000-4 Menuiserie et 45260000-7 Travaux de couverture et travaux d'autres corps de métier spécialisés

## **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.3.1 du CCAG, les pièces constituant le Marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
  - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
  - Les Cahier des Clauses Technique particulières (C.C.T.P)
- 
- Le mémoire technique de l'entrepreneur ;
  - Le calendrier d'exécution détaillé établi conjointement par le Maître d'Ouvrage et l'entrepreneur dans la limite du délai maximal d'exécution indiqué dans l'article ;

- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés, la norme AFNOR NFP 03.001, dernière édition du 20/10/2017.

Ci-après dénommé « le Marché » ou « le Contrat ».

## **ARTICLE 5. DURÉE CONTRACTUELLE**

### **5.1 Durée du Marché**

Le présent Marché prendra effet à compter de sa date de notification et prendra fin à la réception définitive des travaux soit au plus tard le huit (8) février 2023.

### **5.2 Durée de réalisation**

Le délai de réalisation des travaux comprend une période de préparation suivie d'une période d'exécution.

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG, le délai de réalisation est de huit (8) semaines à compter de la notification de l'ordre de service.

A titre indicatif l'ordre de service sera notifié à l'entrepreneur le 15 décembre 2022.

Par dérogation à l'article 10.1.1. 2 du CCAG, la durée de la période de préparation est de deux (2) semaines, ce délai court à compter de la notification de l'ordre de service.

L'entrepreneur doit assurer la période de préparation d'une durée de deux semaines entre le 15 et le 31 décembre 2022.

L'entrepreneur est tenu de respecter scrupuleusement le calendrier déposé dans son offre lors de la soumission à la consultation.

## **ARTICLE 6. VARIANTES ET OPTIONS**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **ARTICLE 7. CONDITION DE LA CONSULTATION**

### **7.1 Dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (« DCE ») contient pour les documents suivants :

- L'acte d'engagement ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Les Cahier des Clauses Technique particulières (C.C.T.P) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés, la norme AFNOR NFP 03.001, dernière édition du 20/10/2017.

Le dossier de consultation est disponible gratuitement sur le site internet : <https://madparis.fr/Appels-d-offre>

En référence à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, tous les échanges durant la procédure de passation des marchés publics doivent être dématérialisés et adressés à l'adresse suivante [sarah.feriaux-rubin@maparis.fr](mailto:sarah.feriaux-rubin@maparis.fr) . Cela concerne :

- La mise à disposition des documents de la consultation ;
- La réception des candidatures et des offres pour toutes les phases ;
- Les questions / réponses des acheteurs et des entreprises, les demandes d'informations, de compléments...

#### 7.2 Questions soumises au Pouvoir adjudicateur

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent poser des questions et des demandes de renseignements complémentaires sur le dossier de consultation. Ces demandes doivent être adressées uniquement à madame FERIAUX-RUBIN [sarah.feriaux-rubin@madparis.fr](mailto:sarah.feriaux-rubin@madparis.fr)

Les demandes de renseignements complémentaires doivent être envoyées cinq (5) jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Les demandes reçues après ce délai ne seront pas traitées.

#### 7.3 Demande de complément

Le Pouvoir adjudicateur peut demander au soumissionnaire de compléter, préciser ou expliquer son offre. Dans le cas où une demande de complément est adressée au soumissionnaire, et ce dernier ne répond pas dans les délais impartis, l'offre sera déclarée irrégulière et sera rejetée.

#### 7.4 Sous-traitance

La sous-traitance partielle est autorisée, sous réserve de l'agrément par le Pouvoir adjudicateur du (des) sous-traitant(s) et des conditions de paiement qui lui (leur) sont faites.

La demande de sous-traitance peut être présentée dans l'offre du candidat. Dans ce cas, son offre contient les déclarations et documents demandés dans le présent Règlement. La notification du Marché au candidat emporte acceptation du ou des sous-traitant(s) et agrément des conditions de paiement.

#### 7.5 Les groupements d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Si la forme choisie est le groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire. L'entreprise mandataire devra être agréée Monuments historiques.

Les candidats sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- Un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs offres en qualité de mandataire d'un groupement et de soumissionnaire individuel.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier la forme du groupement en cours de procédure.

L'appréciation des capacités des groupements d'entreprises est globale.

## 7.6 Visite

Une visite est prévue le lundi 28 novembre 2022 à 9h30. Pour cela le candidat doit adresser un message électronique à [sarah.feriaux-rubin@madparis.fr](mailto:sarah.feriaux-rubin@madparis.fr) en précisant le nom et prénom de la personne qui effectuera la visite.

## **ARTICLE 8. PROCÉDURE**

### 8.1 Procédure de réception des plis

Les plis des soumissionnaires, composés d'une candidature et d'une offre, doivent être obligatoirement transmises avant le **12 décembre 2022 à 11h30** par voie électronique à l'adresse aux adresses suivantes [sarah.feriaux-rubin@madparis.fr](mailto:sarah.feriaux-rubin@madparis.fr) et [ludmila.kanoune@madparis.fr](mailto:ludmila.kanoune@madparis.fr) sous forme de dossier zip à télécharger.

Tout dossier qui serait parvenu après cette date et heure limites ne sera pas examiné.

Les plis reçus en format papier seront refusés conformément à l'article L2132-2 du CCP.

Dans le cas où le Pouvoir adjudicateur reçoit plusieurs réponses électroniques, conformément à l'article R.2151-6 nous avons l'obligation de retenir que le dernier pli reçu. Les autres plis, précédemment déposés par le soumissionnaire, doivent être rejetés sans avoir été ouverts.

En cas d'oubli d'un document, le candidat doit effectuer un nouveau dépôt en joignant l'ensemble des pièces de son offre.

### 8.2 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des plis précités.

Les documents constituant ou accompagnant les offres doivent être rédigés en langue française. Les copies des certificats ou attestations fiscales ou sociales des soumissionnaires établis hors de France, rédigés en langue étrangère, seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Aucun document dans lequel un virus est détecté ne sera ouvert, l'offre concernée sera déclarée irrégulière. Le candidat sera informé des mesures de sécurité prises et de l'irrégularité de son offre

### 8.3 Présentation des candidatures et des offres

Le dossier des soumissionnaires (candidature et offre) doit comporter les documents suivants et doit être adressé par voie électronique à [sarah.feriaux-rubin@madparis.fr](mailto:sarah.feriaux-rubin@madparis.fr) et [ludmila.kanoune@madparis.fr](mailto:ludmila.kanoune@madparis.fr) sous forme de dossier zip à télécharger :

Partie candidature :

- Le Formulaire DC1 dûment rempli et signé ou le Document Unique de Marché Européen – (DUME) dûment rempli et signé. Dans l'hypothèse d'un groupement, ces documents doivent être signés par chaque membre du groupement ;
- Un extrait du registre du commerce (Kbis) de moins de trois mois, ou documents équivalents indiquant les personnes habilitées à engager la société ;
- La délégation de pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise, lorsque le signataire des pièces du dossier est différent du représentant légal de l'entreprise ;
- Une attestation d'assurance professionnelle, en cours de validité ;
- Une copie du jugement prononcé en cas de redressement judiciaire : si le candidat est en cours de procédure, il doit en informer le Pouvoir adjudicateur ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- En application de l'article R2142-14 : une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants dont le candidat est titulaire, notamment certification Monuments Historiques ;
- Les justificatifs des labels, etc ;
- En cas de sous-traitance, l'offre devra être accompagnée des demandes d'acceptation des sous-traitants, contenant les informations suivantes :
  - La nature des prestations sous-traitées ;
  - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
  - Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
  - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
  - Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.
 La demande d'acceptation des sous-traitants s'accompagne, pour chacun d'eux, d'une déclaration du sous-traitant lui-même indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner et ainsi que l'ensemble des documents administratifs de l'entreprise.
- Un Relevé d'identité bancaire.

**Partie offre :**

- L'Acte d'Engagement (« AE ») complété, paraphé sur toutes les pages, daté et signé ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (« DPGF »), en format EXCEL et en format PDF paraphé sur toutes les pages, daté et signé ;

○ **Un mémoire technique synthétique clair et précis** étayant la manière dont le candidat entend satisfaire les besoins du Pouvoir adjudicateur, en mettant l'accent sur les éléments suivants :

- présentation de l'entreprise
- moyens humain et techniques mis en œuvre pour la réalisation des travaux avec précisions de l'expériences et références sur Monuments Historiques
- expériences sur Monuments historiques
- moyens humains proposés pour la coordination des travaux notamment l'interlocuteur unique
- équipements, produits et matériaux proposés : fiches techniques
- proposition de planning d'exécution de travaux
- méthodologie d'intervention en site occupé y compris acheminement et gestion des matériaux et coordination avec l'entreprise en charge des travaux de rénovation.
- S'il y a lieu, l'annexe relative à la sous-traitance (formulaire DC4).

Les réponses doivent impérativement être présentées en deux dossiers "candidature" et "offre » sous format zip comme indiqué ci-dessus.

Les soumissionnaires sont engagés par l'ensemble de leurs propositions.

## **ARTICLE 9. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et dans les conditions définies ci-après.

### **9.1 Sélection des Candidatures**

Dans le cas où le Pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était exigée, conformément aux dispositions du présent Règlement de consultation, sont absentes ou incomplètes, il se réserve la possibilité de demander aux soumissionnaires concernés de compléter leur dossier. Il s'agit d'une simple faculté pour le Pouvoir adjudicateur, elle ne sera pas forcément activée.

L'agrément des candidats sera effectué sur la base des éléments suivants :

1. Conformité des pièces administratives demandées ;
2. Capacités professionnelles, techniques et financières appréciées en fonction de l'examen des chiffres d'affaires transmis ; des qualifications Monuments historiques et des références d'opérations similaires.

Si un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le Pouvoir adjudicateur, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le Pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrégulière.



Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées compte-tenu de leur caractère anormalement bas, seront classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution.

Les offres irrégulières ou inacceptables pourront devenir régulières ou acceptables, le cas échéant, au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation aura pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables seront éliminées.

Sera notamment déclarée irrégulière et éliminée par voie de conséquence toute offre ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou méconnaissant la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale

Seront éliminées :

- Les candidats non recevables en application des articles L2141-1 à L2141-6 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique.
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces exigées dans le présent règlement. Le Pouvoir adjudicateur peut toutefois décider de demander de produire ou compléter les pièces manquantes.
- Les candidatures sans lien avec l'objet du Marché.
- Les plis reçus hors délais.

## 9.2 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères énoncés ci-dessus, pour chacun des lots :

- **Critère n°1 : valeur financière :**

Est appréciée au regard de la Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) : 30%.

Le prix le plus bas recevra la note maximale, c'est-à-dire, 30.

Pour les autres, la note variera entre 0 et 30 en application de l'équation suivante :

$$Note\ obtenue = 30 \times [(prix\ le\ plus\ bas / prix\ étudié)]$$

Le montant jugé est celui renseigné à l'Acte d'Engagement du Marché.

En cas d'incohérence entre le montant total indiqué à la DPGF et la somme indiquée par le candidat à l'acte d'engagement, c'est cette dernière qui prime.

Le candidat pourra être sollicité pour rectifier ses documents de prix en cas d'erreurs et de rendre ses montants cohérents entre eux. En cas de refus, son offre sera qualifiée d'irrégulière car incohérente et écartée de l'analyse.

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les

justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par le Maître de l'Ouvrage. Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, l'offre pourra être rejetée.

La détection d'offres éventuellement anormalement basses est organisée suivant la méthode recommandée par la Fédération Française du Bâtiment (FFB) à savoir :

Calcul de la moyenne des prix des offres ; puis les offres se situant 20% au-dessus de cette moyenne sont neutralisées pour le calcul suivant et une nouvelle moyenne est calculée. Sont déclarées suspectes, car spécialement basses, les offres dont le prix se situe 10% ou plus en dessous de la moyenne.

- **Critère n°2 : valeur technique :**

Est appréciée au regard du mémoire technique remis par le soumissionnaire : 70%.

Ce critère sera évalué en fonction des sous-critères suivants :

- Sous-critère n°1 : Planning détaillé répondant au planning enveloppe : 20 points.
- Sous-critère n°2 : Méthodologie d'intervention (site occupé, coordination avec l'entreprise de rénovation) : 20 points.
- Sous-critère n°3 : Moyens humains : 20 points
- Sous-critère n°4 : Fiches techniques des matériaux utilisés respectueux de l'environnement : 10 points

En cas d'égalité entre les candidats de la note globale (somme des notes pondérées de chaque critère arrondis à 2 décimales), le candidat retenu sera celui dont la notation du critère prix est la plus élevée.

## **ARTICLE 10 – Négociation**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les trois premiers candidats du classement avant négociations. Il pourra toutefois décider d'attribuer le Marché sur la base des offres initiales lorsque la négociation n'apparaît pas nécessaire. Les modalités et la portée de la négociation seront adressées aux candidats par courrier électronique. La négociation pourra, si besoin, se dérouler en plusieurs phases.

A l'issue de cet échange, et d'un délai raisonnable, les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre « après négociation » dont le contenu sera précisé dans l'invitation à négocier adressée par le Pouvoir adjudicateur. Ces documents seront transmis suivant le même mode de transmission que celui retenu pour l'offre initiale. La date et l'heure limite de remise de la nouvelle offre seront également précisées sur la lettre invitant les candidats à négocier.

A défaut de présentation, dans le délai imparti, des pièces exigées par le Pouvoir adjudicateur à l'issue de la négociation, l'offre négociée ne pourra être prise en compte et c'est l'offre initiale qui sera jugée pour le classement définitif après négociation. Dans ce cas, si le pouvoir adjudicateur estime qu'à la suite de la négociation l'offre initiale du candidat n'est plus en adéquation avec les

exigences du Pouvoir adjudicateur, l'offre du candidat sera purement et simplement écartée et ne sera pas classée.

Le candidat attributaire du Marché sera donc retenus à titre provisoire.

## **ARTICLE 11. CONDITION D'ATTRIBUTION**

### **11.1 Attribution provisoire**

Dans le cas où il ne l'a pas déjà fait lors de la remise des offres, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le Marché devra produire, dans un délai imparti, l'ensemble des pièces et justificatifs relatives à la candidature à jour, à savoir :

- Les certificats fiscaux 3666-1 ou 4 (IR ou IS), 3666-2 (paiement TVA), 3666-3 (déclaration professionnelle) ;
- Les certificats sociaux (cotisations URSSAF ou de sécurité sociale dont dépend le soumissionnaire).

Ces documents doivent être datés de moins de six mois.

Ces documents peuvent être transmis simultanément à son offre par le soumissionnaire.

Ainsi que l'acte d'engagement pour signature (dans le cas où celui-ci n'a pas été signé lors de la remise des offres ou a été signé d'une manière manuscrite).

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, l'offre du soumissionnaire sera rejetée et la même demande sera adressée au soumissionnaire suivant dans le classement des offres qui se verra attribuer le Marché de façon provisoire sous réserve qu'il produise ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats non retenus seront alors informés du résultat de la consultation.

### **11.2 Suite à donner à la consultation**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler la consultation à tout moment.

La procédure sera déclarée *infructueuse* :

- Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits,
- Ou

- Si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique ou des offres inappropriées au sens de l'article L. 2152-4 du Code de la Commande Publique ont été présentées.

## **ARTICLE 12. PROCÉDURE DE RECOURS**

Avant tout recours devant une juridiction française, le litige sera porté devant le médiateur des entreprises <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette première procédure, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal compétent est :

Tribunal judiciaire de Paris, Parvis du Tribunal de Paris, 75 859 PARIS Cedex 17.